

Le monde soviétique

La révolution communiste en marche

A propos du nouveau programme*

par Michel MOUSKHELY,

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Politiques et Economiques de Strasbourg,
Directeur du Centre de Recherches sur l'URSS et les Pays de l'Est.

★

L'adoption par le parti communiste de l'Union Soviétique d'un nouveau programme n'est pas un mince événement. Quarante deux années, pleines de péripéties diverses, se sont écoulées depuis la publication, en 1919 du second programme. Le parti estime que la tâche fixée par le XIII^e congrès — la construction de la société socialiste — est remplie. Aussi le troisième programme ouvre-t-il un nouveau chapitre dans l'histoire de la mise en œuvre de la théorie marxiste-léniniste. Il marque un tournant décisif : on passe à la « phase supérieure » du communisme, celle de la construction de la société communiste.

En pure idéologie, il n'y a là rien qui puisse surprendre. Lénine n'a-t-il pas enseigné que l'application de la théorie marxiste pouvait se faire dans le cadre d'un seul pays, *a fortiori* d'un groupe de plusieurs pays ? Mais en fait, nul doute qu'on se ressente encore à l'Est de l'abandon nécessaire de la théorie de la révolution mondiale rapide et simultanée. Loin de s'effondrer en 1917, ou dans les années consécutives, le monde capitaliste a victorieusement résisté aux épreuves de la deuxième guerre mondiale, aux secousses de la décolonisation et aux transformations profondes qu'elles ont amenées dans l'équilibre des forces. Il ne manifeste d'ailleurs aucun désir de disparaître.

L'incidence de ce phénomène sur l'attitude des théoriciens du communisme est considérable. La révolution socialiste ne s'étant pas étendue au monde entier, il importe que le troisième pro-

gramme du parti insiste sur ce qui reste encore à faire dans ce domaine, qu'il laisse apparaître clairement sa *nature révolutionnaire*. Par contre, la révolution ayant malgré tout triomphé dans plusieurs pays, il importe que ces derniers demeurent convaincus de l'excellence de la mutation opérée, en fonction de la vérité communiste et de leur foi dans le communisme. *Vis-à-vis* d'eux le programme réaffirme sa nature *religieuse* et *révélatrice*. Enfin, puisque le camp socialiste voit se dresser devant lui, un ennemi, le monde capitaliste, il importe que le nouveau texte offre de puissants thèmes de propagande : on discerne ici sa *nature politique*.

Expression d'une vérité intangible, animé d'une force de propulsion révolutionnaire, qu'une propagande adéquate doit rendre irrésistible, le nouveau programme se veut ambitieux et réaliste à la fois.

1. Stratégie et tactiques.

Le programme garde son caractère révolutionnaire. Aucun doute ne doit effleurer l'esprit du lecteur quant à la fin ultime, le triomphe de la révolution mondiale. A force d'entendre les théo-

* Les citations du programme ont été faites d'après la publication *Vers le communisme*. Recueil de documents du XIII^e congrès du parti communiste de l'Union Soviétique, 17-31 octobre 1961, Moscou, Edition en langues étrangères, 1961, 676 pp.

Les passages en italique le sont dans le texte.

riciens contemporains du marxisme-léninisme proclamer que le « monde impérialiste » traverse une crise générale, que le remplacement de la société capitaliste par la société socialiste est inéluctable, que ce processus obéit à une loi objective du développement des sociétés, on serait tenté d'en conclure qu'après tout, l'idée de la révolution mondiale a peut-être fait son temps. Puisque de toute manière l'ordre socialiste doit succéder à l'ordre capitaliste, l'appel au « grand soir » ne devient-il pas un anachronisme à ranger dans le grand musée des idées politiques périmées ?

Qu'on se détrompe : une lecture, même superficielle, du programme permet de se rendre compte que le thème révolutionnaire est un de ses grands leit-motiv. L'appel à la révolution de la classe ouvrière de tous les pays est lancé maintes et maintes fois : il est peu de chapitres où on ne le retrouve. Si bien que le passage du capitalisme au socialisme est solennellement affirmé comme étant le fruit d'une révolution, non d'une évolution.

A cet égard, on doit éviter à tout prix la confusion souvent commise entre stratégie et tactique. Si celle-là demeure inchangée, celles-ci, par contre, ne cessent d'évoluer. Si les objectifs stratégiques : révolution socialiste, dictature du prolétariat, rôle directeur du parti communiste, restent permanents, en revanche les méthodes tactiques ont considérablement gagné en souplesse. De ces dernières, les plus importantes s'ordonnent autour d'un thème fondamental : *la révolution n'est pas la guerre*. Les applications de ce principe général diffèrent selon les plans sur lesquels on se place. Elles s'appellent tour à tour révolution pacifique, alliance avec les bourgeoisies nationales, utilisation du parlement pour la prise du pouvoir, coexistence pacifique, etc. Mais le fond reste toujours le même : la voie de la révolution n'est pas obligatoirement celle de la violence. Car la violence engendre la violence et la riposte d'un « impérialisme » encore puissant pourrait ruiner près d'un demi-siècle d'efforts.

Ainsi, fort habilement, le programme sépare la révolution de la violence. Pour de très nombreux peuples, la révolution, c'est l'avenir et il fallait que le programme le souligne. Mais pour les rassurer, pour ôter à la révolution l'image sanglante de l'histoire, pour la rendre plus attrayante, le programme lui trace d'autres voies que celles de la violence.

2. La « Vérité » révélée.

Certes pour d'autres peuples la révolution appartient déjà au passé, mais ils n'ont pas pour autant résolu tous les problèmes. La « Vérité » leur a été révélée, soit ! Cependant pour ne pas perdre de sa force de conviction, elle doit être périodiquement réaffirmée. Ainsi, le programme n'hésite-t-il pas à reprendre les thèses traditionnelles du marxisme-léninisme. On rappelle, d'ailleurs opportunément, que si la doctrine marxiste-léniniste donne une explication globale du monde, et elle rend toute recherche fondamentale en ce domaine inutile, il ne s'ensuit pas quelle soit jamais achevée et qu'elle ne puisse s'enrichir indéfiniment au contact de la vie.

De là on déduit une conséquence importante. S'il est vrai que la « vérité » s'enrichit chaque jour davantage de l'expérience vécue, l'expérience heureuse ne devient-elle pas le critère de la « vérité » ? Les doctrinaires soviétiques n'hésitent pas à l'affirmer : le critère de la « vérité », c'est la réussite. Dès lors, le dépôt sacré de l'orthodoxie revient au peuple dont l'histoire a enregistré les succès, en l'occurrence, le peuple soviétique. Ce leadership idéologique du parti communiste de l'Union Soviétique, seul juge de ce qui est conforme ou non à la doctrine comporte d'une part, le devoir de suivre l'exemple de l'U.R.S.S. d'autre part, la condamnation d'une série d'hérésies.

La première hérésie remonte déjà au temps du stalinisme. Elle fut concrétisée par la rupture éclatante entre les Soviétiques et les Yougoslaves. Le reniement de nombreux aspects de la politique stalinienne par l'équipe de Khruscev n'a point mis fin à cette division. Le projet de programme insiste lourdement sur la mise hors de la société socialiste du réformisme, de l'opportunisme de droite yougoslave.

Il existe aussi un opportunisme de gauche, le dogmatisme ; si sa condamnation n'est pas moins sévère que celle du réformisme, du moins les « hérétiques » ne sont-ils pas nommément désignés dans le texte. Pour des raisons évidentes, on se contente de les admonester, on se garde bien de les excommunier. A tout prendre, en effet, il vaut mieux que le camp socialiste présente un bloc politiquement uni, sinon idéologiquement homogène : on ne se passe pas de l'allié chinois comme du yougoslave. Pourquoi ce souci, même au prix de

quelques entorses à l'orthodoxie ? C'est que le monde capitaliste apparaît si fort et si entreprenant qu'il devient indispensable de lui présenter un front uni.

3. L'ennemi à abattre.

Entamé après 1917, rogné après la seconde guerre mondiale, affaibli par les mouvements de libération nationale des pays jeunes, le capitalisme, parvenu à son stade suprême, l'« impérialisme », reste encore l'ennemi à abattre. Telle est la tâche de la révolution mondiale. Mais la révolution violente, on l'a vu, n'est pas souhaitable : l'« impérialisme » dispose encore de moyens efficaces de défense. C'est pourquoi le camp socialiste doit servir au maximum de procédés de lutte non-violents. Parmi ceux-ci, une place de choix revient à la propagande politique auprès des prolétaires et des progressistes des pays capitalistes ainsi qu'auprès des peuples qui viennent de se libérer du joug colonialiste. Bien entendu, le programme, ce « manifeste » de notre temps, doit procurer les meilleurs échantillons de cette propagande. En tout cas, il s'y efforce.

A chaque occasion, il cloue au pilori l'« impérialisme », accablé de tous les crimes, et son incarnation diabolique, les États-Unis d'Amérique. Après avoir décrit le « Mal », montré son étendue, désigné les responsables, il propose l'Union Soviétique et le camp socialiste en exemple du « Bien ». Dans cette confrontation, la pensée n'obéit pas au raisonnement, mais à un manichéisme simpliste et qui se veut profondément percutant.

Dans un déploiement impressionnant de toutes les astuces de la persuasion, se trouvent successivement utilisés les appels aux sentiments les plus contradictoires : après avoir brandi la menace, on étale la séduction ; après avoir suscité la peur, on éveille l'espoir. Le propagandiste joue de toutes les cordes dont il dispose : agressivité, crainte, intérêt, sentiment, pires injures et mirobolantes promesses.

En cette succession de plaidoyers et de réquisitoires, la démonstration n'a pas de place. Ce qu'on trouve à chaque page, ce sont des affirmations répétées, martelées, assénées, mais qui ne sont jamais fondées, sinon sur d'autres affirmations tout aussi gratuites. On ne se lasse pas de les rebattre. Et l'absence de démonstrations n'obéit pas unique-

ment à un souci de présentation, au désir de ne pas alourdir le texte. On ne doit pas oublier le pré-supposé général de l'ensemble du document : l'assurance de détenir la vérité. Ce qui était à démontrer, l'a déjà été tant par les classiques du marxisme-léninisme que par l'expérience heureuse de l'Union Soviétique.

Envisagé dans son esprit général, le programme apparaît comme un amalgame de principes propres à la révolution, à la religion et à la politique. Mais cette vue d'ensemble ne permet point de comprendre les intentions de ses auteurs et les problèmes qu'ils avaient à résoudre. Aussi convient-il, en se référant fréquemment au texte, de les suivre *grosso modo* dans la progression qu'ils ont adoptée sur la voie « triomphale » du socialisme, vers l'édification « victorieuse » du communisme.

PREMIERE PARTIE

LA VOIE « TRIOMPHALE » DU SOCIALISME

Les maîtres à penser actuels de l'Union Soviétique se trouvent devant un problème délicat : concilier leurs vastes desseins avec la réalité, maintenir leurs ambitions tout en gardant les pieds sur terre. Leurs desseins, leurs ambitions ? Ce sont ceux, maintenus intacts, des classiques du marxisme-léninisme, essentiellement, la victoire du communisme dans le monde entier. Mais depuis Marx et Engels, depuis Lenine, de nombreux et profonds changements sont survenus dans la situation internationale. Pour faire triompher la révolution mondiale, il faut battre des chemins neufs, créer des méthodes appropriées aux conditions nouvelles.

I. — LES CONDITIONS NOUVELLES DE LA REVOLUTION MONDIALE

4. L'intangibilité du but final.

A ceux qui seraient tentés de croire que les détentes épisodiques entre l'Est et l'Ouest, l'adoption du principe de la « coexistence pacifique », les dissections russo-chinoises, la condamnation du groupe « anti-parti », ou même, en remontant dans le temps, celle du trotskisme, impliquent la renonciation par les dirigeants soviétiques à l'œ-

cuménisme communiste, le nouveau programme apporte un démenti formel.

« Le monde du socialisme s'étend, celui du capitalisme se rétrécit. Partout le socialisme succèdera inévitablement au capitalisme. Telle est la loi objective de l'évolution sociale » (p. 479).

Non seulement le vieux rêve du communisme n'est en rien abandonné, mais les conditions actuelles se prêtent parfaitement à sa réalisation. « C'est l'époque où des peuples toujours nouveaux s'engagent dans la voie socialiste, l'époque du triomphe du socialisme et du communisme à l'échelle mondiale. » (p. 479). L'heure a sonné pour l'humanité d'accomplir cette œuvre : « faire éclater l'enveloppe capitaliste pourrie, affranchir les puissantes forces productives créées par l'homme et les utiliser pour le bien de toute la société » (p. 481).

Mais en attendant « l'environnement capitaliste » se maintient ; loin de s'écrouler, le « capitalisme » donne des nouvelles preuves de sa vitalité. Qu'est-ce qui autorise alors les auteurs du programme à prophétiser péremptoirement l'écroulement du capitalisme, la victoire du communisme dans un proche avenir ? Le fait que le capitalisme a atteint désormais le stade suprême de son développement, celui où il se penche sur l'abîme, le stade de l'impérialisme. « L'impérialisme, c'est le capitalisme pourrissant et agonisant, c'est la veille de la révolution socialiste. *Le système capitaliste mondial est mûr, dans son ensemble, pour la révolution sociale du prolétariat* ». (p. 484). Cette condamnation est sans appel : « l'impérialisme est impuissant à arrêter l'irrésistible processus de libération ». (p. 479).

Que la foi ainsi affirmée, rappelée, rabâchée, en une victoire inexorable du communisme sur le capitalisme, accablé de toutes les injures, ne soit justement qu'une affirmation sans fondements solides, cela ne gêne personne. Au demeurant, rien de nouveau dans tout cela : le programme reprend les vieilles thèses de Lénine, avec un demi-siècle de retard.

Mais la révolution mondiale a beau être inéluctable, et le capitalisme agonisant, la mutation n'est quand même pas pour demain. Celle-ci a, du reste, besoin d'être favorisée, secondée, accélérée. Pour ce faire il importe de tenir compte des conditions internationales concrètes. Quelles sont ces conditions ?

5. La menace thermonucléaire.

Parmi les facteurs déterminant les rapports de force dans la société internationale, le facteur « armement » est un des plus décisifs. Déjà grande dans le passé, son importance s'est considérablement accrue de nos jours. Les armes thermonucléaires n'ont-elles pas ce redoutable privilège de ne laisser, après leur utilisation, ni vaincus, ni vainqueurs tout au plus des vainqueurs provisoires ? La menace créée par l'existence, aux mains des capitalistes, de ces armes redoutables ne peut manquer de faire réfléchir les éventuels promoteurs de la révolution mondiale.

Certes, on nous dit que « la bourgeoisie monopoliste ne peut se défendre même à l'aide de l'arme thermonucléaire, contre la marche inéluctable du développement historique » (p. 519). Toujours est-il que cette arme existe et que les « impérialistes » pourraient s'en servir. « Le camp impérialiste prépare le crime le plus horrible contre l'humanité — une guerre thermonucléaire mondiale qui causerait d'incroyables destructions à des pays entiers, exterminerait de peuples entiers » (p.336).

Certes le camp socialiste sortirait victorieux de cette guerre, mais serait-il en mesure de reconstruire le socialisme, bâtir le communisme sur le champ de ruines que serait devenu le globe terrestre ? C'est pourquoi « le P.C.U.S. estime que le but essentiel de son activité en matière de politique étrangère est d'assurer les conditions de la paix à la construction de la société communiste en URSS et au développement du système mondial du socialisme et, en commun avec tous les peuples attachés à la paix, d'épargner à l'humanité une guerre d'extermination à l'échelle mondiale. » (p. 535). Cette volonté de construire le communisme dans la paix, l'URSS ne peut la concrétiser qu'en révisant sérieusement les méthodes de la révolution mondiale. Mais d'autres facteurs encore la poussent à cette révision.

6. Les tensions au sein du camp socialiste.

Si le camp socialiste donne l'impression, à un observateur non averti, d'un bloc monolithique, la lecture de certains passages significatifs du programme dissipe vite cette impression fallacieuse. Bien sûr, on insiste explicitement sur la plus ancienne et la plus connue des dissidences, celle des

Yougoslaves : « dans les conditions actuelles le danger principal au sein du mouvement communiste, c'est le révisionnisme, opportunisme de droite, qui reflète l'influence de la bourgeoisie » (p. 520). Les révisionnistes « sapent les bases de l'internationalisme prolétarien, glissent vers le nationalisme. L'idéologie du révisionnisme trouve son reflet le plus complet dans le programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie » (pp. 520-521).

Mais l'hérésie yougoslave est une vieille affaire. Depuis il y a eu la Pologne, l'Allemagne de l'Est. Depuis, il y a eu la Hongrie. Depuis est né un danger autrement plus sérieux que le révisionnisme yougoslave : « Un autre danger émane du dogmatisme et du sectarisme qui sont incompatibles avec un développement créateur de la théorie révolutionnaire, qui aboutissent à isoler les communistes, à les couper des larges masses, qui vouent les communistes à une attente passive ou encore les poussent à des aventures gauchistes dans la lutte révolutionnaire, les empêchent d'évaluer judicieusement les changements de la situation et d'utiliser les possibilités nouvelles dans l'intérêt de la classe ouvrière et de toutes les forces démocratiques ». (p. 521). Cette condamnation sévère s'adresse aux Chinois et aux Albanais.

Peu important les inculpés, d'ailleurs. Ce qui compte, c'est le fait que l'unité que l'URSS veut voir se réaliser, de préférence autour d'elle, au nom de l'« internationalisme prolétarien » prend figure d'un mythe. Et pourtant « l'expérience de l'URSS a démontré que la fidélité aux principes de l'internationalisme prolétarien, leur application ferme et systématique, leur défense contre les ennemis de toutes sortes et les opportunistes sont une condition nécessaire de la victoire du socialisme » (p. 494).

Elle « a confirmé la nécessité d'une étroite alliance entre les pays qui se détachent du capitalisme, de l'union de leurs efforts dans la construction du socialisme et du communisme. La tendance à vouloir construire le socialisme isolément, en marge de la communauté mondiale des pays socialistes, est inconsistante du point de vue théorique, car elle est en contradiction avec les lois objectives du développement de la société socialiste. Elle est réactionnaire et dangereuse au point de vue politique, car au lieu d'unir, elle divise les peuples devant le front uni des forces impérialistes

et peut en fin de compte causer la perte des conquêtes socialistes » (p. 497).

Où est l'ennemi ? Quel moteur anime ce courant centrifuge si préjudiciable à l'unité du camp socialiste et, par là, aux progrès futurs de la révolution ? C'est le nationalisme, « la principale arme idéologique et politique dont font usage la réaction internationale et ce qui reste des forces réactionnaires intérieures contre l'unité des pays socialistes » (p. 500). En effet, « les manifestations de nationalisme et d'étroitesse nationale ne disparaissent pas automatiquement lors de l'établissement du régime socialiste. Les préjugés nationalistes et les vestiges de l'ancienne discorde nationale, voilà le domaine où la résistance au progrès social peut être la plus durable, la plus obstinée, la plus acharnée et la plus astucieuse » (p. 500).

Bien sûr, du point de vue théorique la condamnation du nationalisme n'entraîne pas celle de l'indépendance : « les partis communistes sont indépendants et ils élaborent leur politique en fonction des conditions concrètes de leurs pays » (p. 521). Mais, dans la pratique, le nationalisme et l'indépendance sont indissolublement liés. Il faudrait évidemment qu'il en soit autrement. Il faudrait que les pays socialistes considèrent leur indépendance comme un pur droit formel, qu'ils éduquent malgré tout les travailleurs dans l'esprit de « l'internationalisme et du patriotisme socialiste, de l'intransigeance à l'égard de n'importe quelle manifestation de nationalisme et de chauvinisme » (p. 500). Il faudrait que les pays socialistes comprennent que leur unité est conforme « aux intérêts nationaux supérieurs de chaque pays ». Mais l'unité, l'abandon des préjugés nationalistes ne sont en réalité que de pures affirmations et le but commun final, la victoire de la révolution mondiale, s'en trouve naturellement affecté.

7. « Le front uni des forces impérialistes ».

Un autre facteur capable de retarder la révolution mondiale, ou, au moins, d'influer considérablement sur les méthodes de cette révolution, c'est ce « front uni des forces impérialistes » que l'on a évoqué plus haut. Comment peut-on parler d'une unité des impérialistes alors qu'on trouve, dans n'importe quel bréviaire communiste comme dans le programme lui-même, une description des con-

traditions qui déchirent l'Occident et qui vont, nous dit-on, précipiter sa perte ?

C'est que le programme doit par ailleurs tenir compte de réalités que les bréviaires peuvent ignorer. On ne peut, dans le programme, négliger les alliances politiques et militaires, les ententes économiques qui unissent l'Occident. « La lutte et la rivalité des Etats capitalistes n'excluent pas qu'une certaine unité se réalise entre eux devant la montée des forces du socialisme et du mouvement ouvrier. Les impérialistes forment des alliances réactionnaires, se lient par des traités mutuels, mettent sur pied des blocs et des bases militaires, dirigés non seulement contre les pays socialistes, mais aussi contre le mouvement ouvrier révolutionnaire, et le mouvement de libération nationale. En temps de paix, la bourgeoisie réactionnaire d'une série d'Etats européens a ouvert la porte de leurs pays aux troupes étrangères » (pp. 513-514).

Ainsi, bien que le principe des « contradictions internes » du capitalisme soit maintenu, on reconnaît que la création de l'OTAN, de l'OTASE ou, sur un autre plan, de l'OCDE n'est pas un facteur propre à inciter le camp socialiste à espérer le triomphe de la révolution mondiale, à l'exemple des fondateurs du marxisme-léninisme. Aussi pour l'heure doit-on « travailler à la dissolution de tous les blocs militaires antagonistes, à la suppression de la guerre froide, de la propagande d'hostilité et de haine entre les peuples, à la liquidation de toutes les bases aériennes, maritimes, des rampes de lancement et autres bases militaires étrangères sur le territoire des autres pays » (p. 540). Cette tâche est d'autant plus impérieuse que les unions occidentales existent et qu'elles ont, elles aussi, une vocation au prosélytisme.

8. Les jeunes Etats.

Prosélytisme à l'égard de qui ? A l'égard de jeunes Etats souverains déjà formés ou en voie de formation. L'URSS voudrait renforcer les rangs du camp socialiste. Pour le moment « les jeunes Etats souverains ne font partie ni du système des Etats impérialistes, ni de celui des Etats socialistes. Mais dans leur grande majorité, ils ne sont pas encore dégagés de l'économie capitaliste mondiale, bien qu'ils y occupent une place à part ». (p. 523). De leur adhésion à l'un ou à l'autre camp dépen-

dent, dans une large mesure, les chances de la victoire du communisme mondial.

Malheureusement leur rattachement au camp socialiste reste encore problématique. Et les « impérialistes » ne restent pas inactifs. Ils « s'attachent à conserver l'exploitation coloniale des peuples par de nouvelles méthodes et sous des formes nouvelles. Les impérialistes utilisent tous les moyens... pour maintenir sous leur coupe les pays libérés... Sous couvert d'« aide », ils tentent de maintenir dans les pays leurs anciennes positions et d'en conquérir de nouvelles, d'élargir leur appui social, de gagner à leurs côtés la bourgeoisie nationale, d'implanter des régimes despotiques militaires, de placer au pouvoir des marionnettes dociles » (p. 524).

Autre point gênant : la séparation du mouvement de libération des peuples et du mouvement purement nationaliste n'est pas aisée. Pour les besoins de la cause « les marxistes-léninistes font une distinction entre le nationalisme des nations opprimées et celui des nations oppressives » (p. 525). Mais ce nationalisme reste malgré tout bien embarrassant. D'une part, il est mis à profit par les « impérialistes » qui utilisant l'arme empoisonnée de la discorde nationale et tribale... s'emploient à porter la scission dans les rangs du mouvement de libération nationale » (p. 524). D'autre part, « le nationalisme d'une nation opprimée... traduit l'idéologie et les intérêts de la couche supérieure des exploités réactionnaires » (p. 525).

En vérité la distinction manichéenne de deux nationalismes procède d'une démarche tactique, bien plus que d'une conception théorique juste et fondée. Elle se ramène à cette proposition simpliste : le capitalisme d'Etat, système économique propre aux jeunes Etats peut être bon ou mauvais ; le « bon » accepte l'aide économique de l'URSS ; le « mauvais » celle de l'Occident. Il reste que l'apparition et l'existence de jeunes Etats, de jeunes nations indépendantes ralentit plus qu'il ne la hâte la conquête du monde par le communisme : le choix de ces jeunes Etats n'est pas encore fait et rien ne les presse de le faire ; leur conquête, économique et idéologique, est donc une œuvre de longue haleine..

9. La fin et les moyens.

Ainsi, malgré la réaffirmation d'une foi inébran-

lable dans la victoire finale du communisme, malgré la conviction que, théoriquement, le monde capitaliste est mûr pour la révolution, les auteurs du programme se voient-ils obligés d'admettre que le vieux schéma révolutionnaire est inapplicable dans le monde d'aujourd'hui. La révolution mondiale devient-elle une peau de chagrin, un mythe qu'on se doit de maintenir artificiellement pour n'avoir point l'air de se dédire ? Certainement pas ! L'inéluctabilité de la révolution et les conditions favorables qu'elle trouve à l'époque contemporaine demeure une conviction profonde. Mais, à conditions nouvelles, nouvelles méthodes.

II. — UN CHANGEMENT RADICAL DE METHODES

10. Ce qui reste du schéma traditionnel.

Du schéma traditionnel, demeurent trois conditions jugées indispensables pour le passage du capitalisme au socialisme : la révolution, la dictature du prolétariat et le rôle directeur des partis communistes et ouvriers dans le processus révolutionnaire. Ces vérités sont affirmées, répétées avec force dans divers passages du programme : « le passage du capitalisme au socialisme n'est possible que par la révolution » (p. 579) « l'expérience de l'URSS a prouvé que les peuples ne peuvent arriver au socialisme que par la révolution socialiste et la dictature du prolétariat »... (p.492). « La condition indispensable de la victoire de la révolution socialiste et de la construction du socialisme, c'est la dictature du prolétariat et la direction du parti marxiste-léniniste » (p. 483).

Certes, l'apparente rigidité de ces principes cache en fait beaucoup de souplesse. Mais le nouveau programme ne pouvait les renier. Si la révolution peut s'accomplir par diverses voies, si la dictature du prolétariat peut revêtir différentes formes, si la direction du parti marxiste-léniniste peut elle-même s'accommoder de quelques compromissions, on veut tout de même rassurer le lecteur des classiques du marxisme-léninisme quelque peu surpris par les « new-look » de la dernière édition du plan révolutionnaire. Il faut conserver des mots, connus, sinon les idées, maintenir des points de repaire, sous peine de donner prise aux attaques des opportunistes de toute espèce, et, en particulier, des « dogmatiques » et

des « sectaires ». Si ces mots recouvrent maintenant des réalités bien évoluées, c'est que les conditions internationales nouvelles déjà évoquées sont venues bouleverser les anciennes prévisions doctrinaires. La théorie n'annonce plus la réalité : elle la suit.

Or les conditions objectives imposent une dure vérité : la révolution n'est pas un article d'exportation. La détention par les « impérialistes » d'armes thermonucléaires, leur aptitude à présenter « un front uni », les tensions au sein du camp socialiste, l'apparition de jeunes Etats, tout cela rend dangereux et difficile d'imposer le communisme de l'extérieur et par la force. « La révolution ne se fait pas sur commande. On ne peut pas l'imposer au peuple du dehors... Le prolétariat victorieux ne peut imposer « le bonheur » au peuple d'un autre pays sans compromettre pour autant sa propre victoire » (p. 516). Si l'on veut « empêcher l'exportation impérialiste de la contre-révolution », il faut soi-même éviter d'exporter la révolution.

Mais le but final — la victoire du communisme mondial — n'est pas pour autant abandonné. La révolution mondiale résultera simplement de l'addition des révolutions réalisées dans chaque pays en fonction des conditions qui lui sont propres. « La révolution prolétarienne dans chaque pays, partie constitutive de la révolution socialiste mondiale, est accomplie par la classe ouvrière, par les masses populaires de ce pays ». (p. 516). Comme les conditions propres à chaque pays diffèrent profondément, il faut prévoir pour les révolutions diverses voies, diverses formes et diverses époques.

11. La révolution aux multiples visages.

Quelles sont, tout d'abord, les diverses voies que peut emprunter la révolution ? Le programme consacre à cette question un de ses passages essentiels. *Grosso modo*, la révolution peut suivre deux voies principales, la voie pacifique et la voie violente, comprenant chacune quelques embranchements. Qu'est-ce qui décide du choix de l'une ou de l'autre, ou de la substitution, toujours possible de l'une à l'autre ? « Dans chaque pays, la possibilité réelle de tel ou tel mode de passage au socialisme est fonction des conditions historiques concrètes » (p. 518).

Mais vers quelle voie va la préférence des auteurs du programme ? La réponse est assez nette :

« la classe ouvrière et son avant-garde, les partis marxistes-léninistes cherchent à faire la révolution socialiste par la voie pacifique » (p. 517). Conséquents avec eux-mêmes, les auteurs assortissent d'ailleurs ce « pacifisme » dans le cadre révolutionnaire national d'un pacifisme sur le plan international : « Les communistes n'ont jamais pensé ni ne pensent que la voie de la révolution passe inévitablement par les guerres entre États. La révolution n'est pas nécessairement liée à la guerre » (p. 517).

L'option pour un acheminement pacifique de la révolution faite, on doit explorer les diverses possibilités qu'offre cette solution : « Dans les conditions actuelles, dans certains pays capitalistes, la classe ouvrière, sous la direction de son avant-garde, a la possibilité, sur la base d'un front populaire et ouvrier ou d'autres formes éventuelles d'accord et de collaboration politique de divers partis et organisations sociales, d'unir la majorité du peuple, de conquérir le pouvoir d'État sans guerre civile... En s'appuyant sur la majorité du peuple... la classe ouvrière peut infliger une défaite aux forces anti-populaires, réactionnaires, conquérir une solide majorité au parlement... » (p. 517).

Cela n'empêche nullement, rappelons-le, que « si variées que soient les formes du pouvoir d'État nouveau... leur essence reste invariable : c'est la dictature du prolétariat qui représente une démocratie authentique... » (p. 519). Pas davantage cela n'empêche que « les succès de la lutte de la classe ouvrière pour la victoire de la révolution dépendront de la mesure dans laquelle cette classe et son parti assimileront toutes les formes de lutte, pacifiques ou non pacifiques, parlementaires ou non parlementaires, et seront prêts à substituer, rapidement et subitement, une forme de lutte à une autre » (p. 518).

Ainsi l'éventail des voies révolutionnaires est largement ouvert. De même l'autre grande issue révolutionnaire, non pacifique, n'est pas absolument condamnée. Mais elle est, d'une part, reléguée au second plan et, d'autre part, envisagée seulement comme une « légitime défense » : « Dans les conditions où les classes exploiteuses usent de la violence contre les peuples, une possibilité est à envisager : le passage non pacifique au socialisme » (p. 518).

Les révolutions ne diffèrent pas seulement par

les voies qu'elles suivent ; leurs formes varient également :

« Les révolutions socialistes, les révolutions anti-impérialistes de libération nationale, les révolutions démocratiques populaires, les larges mouvements paysans, la lutte des masses populaires pour le renversement des régimes fascistes et autres régimes tyranniques, les mouvements démocratiques de caractère général contre le joug imposé à la nation, tout cela fusionne en un seul processus révolutionnaire mondial qui sape et détruit le capitalisme » (p. 516). Bien que le programme veuille ramener tous ces mouvements à l'unité en raison de leur caractère anti-capitaliste, on y décèle sans peine l'aveu d'une certaine impuissance.

Que le communisme prenne à son compte toute manifestation lors même qu'elle ne serait pas anti-capitaliste, à proprement parler, mais pro-démocratique, ne signifie pas qu'objectivement ces mouvements aient une nature révolutionnaire, au sens marxiste du terme. Cette confusion abusive entre le communisme et tout ce qui est progressiste, dont les communistes sont coutumiers, se révèle fort utile. Elle permet de maintenir à tout prix l'image d'une révolution mondiale sans cesse en progrès, et de prévenir les attaques des « opportunistes de gauche ».

Les révolutions s'accomplissent enfin à diverses époques. «... La diversité des particularités et des traditions nationales telles qu'elles se sont constituées au cours de l'histoire, engendre... des cadences diverses de l'accession du prolétariat au pouvoir » (pp. 518-519) : « L'effondrement de l'impérialisme par une révolte ne se produit pas simultanément dans le monde entier. L'inégalité du développement économique et politique des pays capitalistes à l'époque de l'impérialisme a pour résultat que les révolutions se font dans divers pays à des moments différents » (p. 485). La diversité des cadences revêt deux aspects. Sur le plan national, elle signifie que le processus révolutionnaire peut-être accéléré ou ralenti selon les circonstances. Sur le plan international, globalement, elle implique un rythme révolutionnaire différent selon les pays : certains pays sont plus mûrs pour la révolution que d'autres. Cette concession, préconisée déjà par Lénine, aux conditions réelles du monde contemporain, montre que le maître actuel de la Russie ne le cède à Lénine ni en opportunisme ni en souplesse.

12. Une longue marche.

Diversifiée dans l'espace, différée dans le temps, la révolution mondiale apparaît comme une « longue marche ». La voie triomphale du socialisme qui mène à la révolution mondiale est en fait semée d'embûches. Le nationalisme que les fondateurs avaient négligés, en est la principale. On le rencontre partout, partout il transparaît : d'abord, à l'intérieur du système socialiste international, ensuite chez les jeunes Etats, jaloux de leur indépendance. Il ne suffit pas de dire « qu'il importe que la classe ouvrière mette fin à la scission dans ses rangs » (p. 519) pour faire cesser du coup toutes les « déviations » nationalistes. Il ne suffit pas d'affirmer à l'intention des jeunes pays qu'ils trouveront le bonheur en adhérant au socialisme pour les faire renoncer à leur statut d'indépendance ainsi qu'à tout contact avec l'Occident.

Le nationalisme on le retrouve encore dans les nouvelles méthodes révolutionnaires ; désormais la révolution trouve dans le cadre national sa terre d'élection. Les voies, la nature de cette révolution dépendent des particularités économiques, politiques, historiques nationales. Le socialisme lui-même se construit en fonction de critères nationaux. Le fameux internationalisme prolétarien n'est en fin de compte que l'addition des nationalismes prolétariens de la planète entière. La nationalisation du communisme constitue sans conteste un des plus beaux exploits que le nationalisme peut inscrire à son actif.

Tout cela laisse présager une conquête longue et difficile. On ne peut beaucoup progresser en avant quand il faut sans cesse revenir en arrière pour refaire l'unité derrière soi. Mais en attendant, que peut-on faire ?

13. La coexistence pacifique.

En attendant, c'est la « coexistence pacifique ». Qu'est-ce là ? Les théoriciens qui avaient à définir le contenu du principe de la coexistence pacifique se sont trouvés devant un problème délicat. Il fallait, en effet, affirmer la coexistence pacifique comme « une nécessité objective du développement de la société humaine » (p. 539) et lui insuffler en même temps un contenu dynamique, en faire malgré tout une arme de conquête. Il fallait être en mesure de prouver que « le système socialiste

est le centre naturel d'attraction de toutes les forces pacifiques du monde », (p. 537) que « la mission historique du communisme » est « d'annuler la guerre et d'instaurer la paix éternelle sur la terre » (p. 538), sans abandonner pour autant la mission œcuménique du marxisme-léninisme. Une position quasi-défensive d'une part, nettement offensive de l'autre.

Voici d'abord ce qu'implique la coexistence pacifique : « le renoncement à la guerre comme moyen de règlement des questions litigieuses entre les Etats, leurs règlements par la négociation ; l'égalité de droits, la compréhension et la confiance réciproque entre les Etats, le respect des intérêts mutuels ; la non-ingérence dans les affaires intérieures, la reconnaissance du droit de chaque peuple de résoudre lui-même les questions concernant son pays... » (p. 539). Voici maintenant ce qu'elle est en fait : « une forme spécifique de la lutte des classes » (p. 539) entre le socialisme et le capitalisme.

Comment interpréter cette ambiguïté née de la volonté de réunir dans une difficile synthèse deux politiques de force égale, mais de direction opposées ? Vaine tentative si l'on se refuse à admettre que l'une des tendances pèse plus lourd que l'autre dans la balance. Bien évidemment la lutte l'emporte sur le « pacifisme ». « Les pays socialistes, faisant une politique conséquente de coexistence pacifique, cherchent à consolider sans cesse les positions du système socialiste mondial dans sa compétition avec le capitalisme » (p. 539).

La coexistence pacifique ressemble à une partie d'échecs où l'un des protagonistes avance ses pièces toujours un peu plus, mais avec assez de prudence pour ne pas contraindre l'autre à une bataille généralisée sur l'échiquier. Elle est avant tout une question d'adaptation des méthodes. Quels sont les pas qu'on peut faire, sans toutefois avoir l'air d'aller trop loin ? Dans la réalité, ces pas s'appellent encouragement des nationalismes afro-asiatiques, guerre de subversion, lutte contre les alliances militaires occidentales et compétition économique.

**

DEUXIEME PARTIE

VERS L'EDIFICATION « VICTORIEUSE » DU COMMUNISME

« Le communisme est un régime social sans classes avec une propriété unique, appartenant à tout le peuple, des moyens de production, avec une entière égalité sociale de tous les membres de la société. Parallèlement au développement harmonieux des hommes, on y verra grandir les forces productives sur la base de la science et de la technique en développement constant ; toutes les sources de la richesse sociale couleront à flots et c'est ainsi que se réalisera le grand principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le communisme, c'est une société hautement organisée de travailleurs libres et conscients où s'affirmera l'auto-administration publique, où le travail pour le bien de la société sera pour chacun le premier besoin vital et une nécessité devenue conscience, où les capacités de chacun seront appliquées avec le plus de profit pour le peuple » (p. 542).

Cette définition du communisme pourrait en fait tenir dans le slogan « Egalité, Abondance, Liberté ». Encore faut-il que les termes de ce slogan soient précisés et interprétés.

L'égalité est sans doute la conquête de la société future que le commentaire (qui suit immédiatement la définition citée) met le plus fortement en valeur. « Sous le communisme, les classes disparaîtront totalement, ainsi que les différences sociales, économiques, culturelles et toutes différences de vie entre la ville et la campagne... La victoire du communisme provoquera la fusion organique du travail intellectuel et du travail manuel dans la production. *L'intelligentsia* cessera d'être une couche sociale à part, les travailleurs manuels s'élèveront au point de vue culturel et technique au niveau des travailleurs intellectuels ». Et, plus loin, cette formule : « Sous le communisme, tous les hommes auront une situation égale dans la société... » (p. 543).

Le rôle de l'abondance nécessite une mise au point. Il est entendu que « toutes les sources de la richesse sociale couleront à flots » et que chacun pourra puiser dans le tas. Pourtant, l'abondance est un moyen. Elle conditionne la désaliénation

de l'homme du besoin, fournit l'arme de conquête de la liberté..

Car cette liberté, le marxiste, on le sait, ne le considère pas comme une valeur acquise. Elle se trouve au bout du chemin. Son règne ne s'établira que si l'homme est affranchi de toutes les aliénations dont il est victime. Mais pour retrouver sa liberté l'homme soviétique ne doit pas tranquillement attendre que les conditions objectives dont dépend sa désaliénation soient remplies. Le programme dit que l'homme du communisme sera libre et conscient. Cette conscience lui permettra, par exemple, de travailler sans regimber à la reproduction, à l'entretien de l'abondance nécessaire à sa liberté. Or, la conscience dont il ne peut se passer ne lui est pas donnée une fois pour toutes. Il faut la développer par des efforts constants, par une patiente éducation. Le jeu en vaut la chandelle, puisque, en fin de compte, l'homme sera d'autant plus libre qu'il sera plus conscient.

Ainsi débroussaillé, le triptyque « Egalité, Abondance et Liberté » se réduit au diptyque : Egalité et Liberté, l'abondance n'étant somme toute qu'un moyen de les concrétiser.

I. — UN AVANT-GOUT DE COMMUNISME

14. Les servitudes de l'édification « en grand ».

En lançant un nouveau programme, en donnant la définition de la société future, en faisant remonter à une date déterminée le début de l'édification « en grand » du communisme, les auteurs du document s'imposent certaines sujétions. L'une des plus graves vient de la nécessité de commencer dès maintenant à modeler l'actuelle société soviétique de manière à la rapprocher chaque jour davantage de la future société communiste. S'il convient, par exemple, de continuer l'établissement de la base matérielle et technique selon une planification plus ou moins rigoureuse, on ne saurait désormais s'en contenter.

Le communisme se caractérise, selon le programme, par la conquête de deux grands idéaux, égalité et liberté. Aussi avec le passage au communisme, l'égalité et la liberté doivent-elles commencer à se concrétiser, à pénétrer dans la vie soviétique. Puisque le parti proclame solennellement : « la génération actuelle des Soviétiques

vivra sous le communisme », (p. 631), cette génération doit connaître, dès le début, l'avant-goût du communisme.

Mais comment la liberté et l'égalité vont-elles pouvoir s'introduire dans la vie soviétique au cours des années à venir ? L'égalité s'établira par l'effacement progressif de toutes les différences et discriminations qui subsistent dans la société socialiste. Quant à la liberté, elle résultera d'un certain nombre de mesures qui apprendront aux futurs élus de la cité communiste à être à la fois libres et conscients.

15. Effacer les discriminations.

Sous le communisme, on l'a vu, les différences de classe, toutes les différences sociales, économiques, culturelles, les différences entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel doivent disparaître. Ce grand nivellement de la société communiste, il faut l'entreprendre dès aujourd'hui et le perfectionner pendant les quelques vingt années que durera l'« édification en grand ».

Essentiellement, l'effort doit porter sur trois grands domaines : destruction des barrières sociales entre les hommes, suppression des différences entre ville et campagne, fusion des nations.

16. Les barrières sociales.

Il faut supprimer d'abord les inégalités de rémunérations et d'accès à la culture, c'est-à-dire les privilèges matériels et culturels que la société socialiste laisse subsister.

Qu'en est-il d'abord des salaires ? L'affirmation brute est celle-ci : « Avec l'augmentation du bien-être de toute la population, les revenus peu élevés tendront à rattraper les revenus élevés ; la différence entre les revenus des paysans et des ouvriers, des travailleurs bien rémunérés et faiblement rémunérés, de la population des différentes régions du pays, diminuera graduellement ». Et plus loin : «... Ainsi, dès la fin de la première décennie, il ne restera plus dans le pays de catégories d'ouvriers et d'employés insuffisamment rémunérés » (p. 576).

S'ensuit-il que le gouvernement soviétique entend procéder, sans autre forme de procès, à

des « manipulations » de salaires inspirées du désir d'un nivellement final ? Cela reviendrait à renoncer au principe de rémunération selon la qualité du travail fourni. Or, si l'on touche à ce principe on risque de s'exposer à ces déconvenues dans l'ordre économique et social dont le parti a déjà fait l'expérience avant que Staline n'établît précisément, la différenciation des salaires. La rémunération restera donc fonction de la qualité du travail. Aussi ne peut-on espérer le nivellement des salaires que d'une tendance au nivellement des qualifications. Le programme s'exprime ainsi : «... la différence entre les revenus élevés et relativement moins élevés devra incessamment diminuer. Des masses toujours plus grandes d'ouvriers et d'employés non qualifiés recevront une qualification, et la diminution de la différence du niveau de qualification et de la productivité du travail s'accompagnera d'une réduction progressive des différences quant au niveau de rétribution » (pp. 575-576).

Or, comment acquérir cette qualification « payante » sinon par la possibilité pour chacun de s'instruire ? « Des possibilités égales pour faire un travail créateur et s'instruire sont mises à la disposition de chaque membre de la société » (p. 608). «... la réduction de la journée de travail et l'élévation notable du niveau de vie de toutes les populations créeront des conditions pour que tous ceux qui désirent étudier puissent recevoir une instruction supérieure ou secondaire spéciale » (p. 612). On espère résoudre le problème du nivellement des revenus par le biais de l'égal accès aux qualifications.

Cet espoir se justifie-t-il ? On peut en douter. Certains passages du programme nous incitent à croire que le parti n'est lui-même pas très sûr de la valeur de ses prédictions. « (En période de passage au communisme), chacun est libre de choisir à titre d'égalité, une occupation et une spécialité, compte tenu des intérêts de la société » (p. 608). Tout porte à croire que les « intérêts de la société » exigeront le maintien d'une différence de fait dans la qualité du travail et, par voie de conséquence, dans la qualification requise. Aussi le parti n'ose-t-il pas promettre un effacement des différences entre le travail manuel et le travail intellectuel, mais bien des discriminations. Ce qui importe en définitive c'est que l'homme se sente aussi honoré de manier le marteau que la plume.

Ainsi apparaît, dans le nouveau programme, le reflet de l'idéologie, au sens marxiste du terme, de la nouvelle classe dirigeante de la Russie Soviétique. S'il « est indispensable... de refuser le nivellement de la rétribution » (p. 573), c'est que non seulement, le stimulus matériel garde toute son efficacité pour augmenter la productivité, mais aussi que le groupe social, au sommet de l'échelle, n'entend nullement abandonner ses privilèges. Au contraire : « La rétribution de nombreuses catégories d'intellectuels soviétiques... sera sensiblement augmentée » (p. 577).

17. La ville et la campagne.

L'élimination des différences entre la ville et la campagne se trouve annoncée pêle-mêle dans le programme. « Le travail agricole deviendra une variété du travail industriel » (p. 558) ; « La base matérielle et technique des *sovkhos* sera élargie et perfectionnée, les conditions de vie matérielles et culturelles y seront rapprochées de celles des villes » (p. 567) ; « Les villages *kolkhoziens* seront graduellement transformés en importantes agglomérations de type urbain... En fin de compte les conditions de vie et de culture des populations rurales seront les mêmes que pour les habitants des villes. *La suppression des différences économiques, sociales, culturelles entre la ville et le village sera l'un des résultats les plus grandioses de la construction du communisme* » (pp. 568-569). Cette fois-ci la lutte s'engage non contre un préjugé, mais contre les différences objectives. Il importe d'ôter à la propriété *kolkhozienne* son caractère particulier, d'imprimer « graduellement à la propriété *kolkhozienne* et coopérative le caractère de propriété du peuple entier » (p. 567). Le communisme ne saurait tolérer plusieurs formes de propriété : « L'épanouissement économique du régime *kolkhozien* réunit les conditions pour le rapprochement graduel et, en perspective, pour la fusion de la propriété *kolkhozienne* et de la propriété du peuple entier en une seule et même propriété communiste » (p. 559). L'annonce du développement des « liaisons de production inter-*kolkhoziennes* », celle de l'inutilité économique, donc de la disparition prochaine des « exploitations auxiliaires individuelles » vont en ce sens.

Toute cette partie du programme apporte une nouvelle démonstration, si besoin en était, de la résistance que la paysannerie continue à opposer

à la volonté des dirigeants. Réalités et souhaits s'y mêlent et s'y confondent à merveille, l'opportunisme le dispute à la foi, l'obstination à l'insuccès.

18. Les nations.

A l'égard des nations aussi le grand nivellement communiste veut exercer ses effets bénéfiques. Après avoir noté qu'en régime socialiste « les frontières entre les républiques fédérées à l'intérieur de l'URSS perdent de plus en plus de leur ancien rôle » (p.599), on nous dit que la « construction en grand du communisme »... a ceci de caractéristique que les nations se rapprochent davantage et que se réalise leur unité totale » (p. 599). Unité autour de qui ou de quoi ? Le nouveau programme a beau proclamer que l'unification se fera sur la base de « l'internationalisme prolétarien », certaines indications permettent cependant de penser que la puissante R.S.F.S.R. sera le grand bénéficiaire du rassemblement projeté : « la vie montre que le russe est étudié de plein gré en même temps que la langue nationale » (p. 602) ; « l'ampleur accrue de la construction communiste nécessite un échange continu de cadres entre les nations » (p. 602) ; et c'est précisément la R.S.F.S.R. qui est le grand fournisseur de cadres aux républiques en voie de développement... Tels sont les arguments qu'on invoque pour déclarer que « la liquidation des manifestations du nationalisme répond aux intérêts de toutes les nations et nationalités de l'U.R.S.S. » (p. 602). On reconnaît pourtant que « l'effacement des différences nationales... est un processus beaucoup plus long que l'effacement des frontières de classe » (p 599)*.

Telle est la mission que se donne le parti pour concrétiser, dans les années à venir, le principe d'égalité contenu dans la définition qu'il a donnée du communisme. Quid de la liberté ?

19. La démocratisation de l'économie.

Dans l'esprit des auteurs du programme, la démocratisation de l'économie doit servir l'idéal de liberté de deux façons.

La centralisation au profit du pouvoir d'Etat de la gestion de l'économie constitue sans conteste

(*) Pour plus de détails v. L'U.R.S.S. : *Droit, Politique, Economie, Sociologie, Culture*, Paris (Sirey), 1962.

une brimade à la liberté. Par contre, toute démocratisation directe de l'économie, par exemple une participation élargie des travailleurs à la gestion de l'entreprise, marque un pas vers une plus grande liberté. De telles promesses ne manquent pas dans le texte. Le domaine de la planification en fournit un exemple : « L'édification communiste implique le développement maximum des principes démocratiques en matière de gestion lors du raffermissement et du perfectionnement de la direction centralisée de l'économie nationale par l'Etat. Dans le cadre d'un plan d'économie nationale unique, l'autonomie et les droits des organismes et des entreprises locaux en matière économique s'élargiront constamment ; lors de la planification, on attribuera un rôle toujours accru aux plans et aux propositions venant de la base, à partir des entreprises » (p. 570). Le principe directeur dans l'administration économique consiste, semble-t-il, à transférer aux échelons immédiatement inférieurs une partie des pouvoirs détenus par les échelons supérieurs. « Il faudra continuer à élever le rôle et la responsabilité des organismes locaux dans la direction économique, à transmettre encore d'autres fonctions, sur le plan de la gestion économique, des organismes fédéraux aux organismes des républiques fédérés, des organismes des républiques fédérés aux organismes régionaux, des organismes régionaux à ceux de district » (p. 577).

Mais la démocratisation de l'économie favorise la liberté d'une autre manière encore. Elle se présente en effet comme un perfectionnement de l'économie, comme un facteur d'accroissement du rendement. Elle contribue donc à l'élargissement de la base matérielle et technique, à la désaliénation de l'homme par rapport au besoin, et, en fin de compte, à l'épanouissement de la liberté. Aussi le programme proclame-t-il que « pour mobiliser les réserves intérieures, pour mieux utiliser les investissements, les fonds de production et les moyens financiers, il importe de pousser plus avant l'activité propre et l'initiative des entreprises sur la base des objectifs fixés par le plan d'Etat » (p. 572).

Bien entendu cette libéralisation ne se limite pas à l'industrie et veut s'étendre à l'agriculture : le programme se propose « d'assurer une nouvelle extension de la démocratie kolkhozienne et du principe de la direction collective des affaires des kolkhoz » (p. 566).

20. La démocratisation politique et sociale.

La démocratisation politique et sociale renforce les effets de la démocratisation économique : « Le développement et le perfectionnement le plus poussé de la démocratie socialiste, la participation active de tous les citoyens à l'administration de l'Etat, à la direction de l'édification économique et culturelle, l'amélioration du fonctionnement de l'appareil d'Etat et le renforcement du contrôle populaire de son activité, telle est l'orientation principale du développement de l'Etat socialiste dans la période de l'édification du communisme. Au fur et à mesure du développement de la démocratie socialiste il s'opérera une transformation graduelle des organes du pouvoir d'Etat en organisme d'auto-administration publique. Le principe léniniste du centralisme démocratique prendra un développement encore plus grand. Il assurera une combinaison judicieuse de la direction centralisée et d'un maximum d'initiatives des organismes locaux, avec l'extension des droits des républiques fédérées, et une plus riche initiative créatrice des masses » (p. 586).

Malgré l'ambiguïté des formules employées, il semble bien que la démocratisation politique et sociale doive se faire aux dépens de l'Etat. Comme pour la gestion des entreprises industrielles et agricoles, l'Etat socialiste entend abandonner une partie de ses prérogatives régaliennes aux Soviets, à la fois « organisations sociales et d'Etat », et aux organisations sociales proprement dites : syndicat, Komsomol, etc.. Le programme ne se fait pas faute de préciser concrètement le champ d'application de cette transformation. « Il convient d'élargir la participation des organisations sociales à la gestion des établissements de culture, de la santé publique et des assurances sociales ; de leur confier dans les prochaines années la gestion des établissements de spectacles, des clubs, des bibliothèques et des autres établissements culturels et éducatifs qui se trouvent actuellement dans le ressort de l'Etat ; d'intensifier leur activité en vue du raffermissement de l'ordre public, surtout celles des patrouilles populaires et des tribunaux de camarades » (p. 594). Et ailleurs : « La participation des organisations sociales et des associations de travailleurs à l'activité législatives des organismes représentatifs de l'Etat soviétique s'élargira. L'initiative législative, c'est-à-dire le droit de soumettre des projets de lois, doit être accordée aux syndi-

cats, au Komsomol et autres organisations sociales de masse, représentés par leurs organismes centraux et de républiques » (p. 589).

Pour l'heure, on le voit, une grande distance sépare les promesses de la réalité. C'est que pour bâtir le communisme, il est des tâches bien plus importantes et bien plus ardues. Il faut former l'homme nouveau, construire la base matérielle et technique, se défendre contre l'« impérialisme agressif ». Ces tâches qui incombent à l'Etat et au parti rendent leur disparition plus que problématique dans un avenir prévisible.

II. — LES EXIGENCES DU DEVELOPPEMENT

21. L'homme nouveau.

La première tâche, c'est la formation de l'homme nouveau, de l'homme doté de cette conscience communiste qui conditionne sa liberté.

L'homme nouveau, malgré plus de quarante années de socialisme, reste à former. Pourquoi ? Parce que « des survivances du capitalisme subsistent dans la conscience et dans la conduite des hommes et freinent la progression de la société » (p. 603). Egoïsme, parasitisme, écorniflerie et *khuliganstvo* que la presse soviétique s'applique si souvent à fustiger après les avoir décelés dans le comportement des citoyens soviétiques, en apportent quelques témoignages. Elles empêchent l'homme d'apprendre « à jouir raisonnablement des bienfaits du communisme » (p. 604). Il importe donc de développer la conscience communiste. Comment ?

Par « la formation d'une conception scientifique du monde chez tous les travailleurs de la société soviétique « qui », sur la base du marxisme-léninisme, en tant que système achevé et harmonieux de notions philosophiques, économiques, sociales et politiques prend une importance primordiale (p. 604) ; par le développement chez tous les membres de la société d'une « conception communiste du travail » : en société communiste « l'homme ne peut pas ne pas travailler : ni sa conscience, ni l'opinion publique ne le permettront » (p. 605) ; par l'affermissement d'une morale originale du « bâtisseur du communisme », dont les auteurs du programme fournissent obligeamment un « code » (pp. 606-607) ; par le dévelop-

pement de l'« internationalisme prolétarien » et du « patriotisme socialiste » (p. 607) ; par le développement harmonieux et complet de l'individu : l'homme nouveau doit réunir «... harmonieusement en lui la richesse spirituelle, la pureté morale et la perfection physique » (pp. 607-608) ; par la lutte contre les « survivances du capitalisme », si nuisibles et surtout contre certaines d'entre elles, telles les croyances religieuses (p. 608) ; enfin par la « dénonciation de l'idéologie bourgeoise », dont l'« essence anti-populaire et réactionnaire » doit être dénoncée (p. 609).

Le programme met en place un dispositif imposant, tant par la multiplicité que par la variété des mesures envisagées. Décidément il reste à l'homme soviétique un long chemin à parcourir avant d'atteindre la perfection d'un citoyen de la cité communiste.

22. Se défendre contre les « impérialistes ».

L'édification victorieuse du communisme suppose, en outre, que les « impérialistes » ne viendront pas gêner les bâtisseurs dans leur travail. Certes, « du point de vue des conditions intérieures, l'Union Soviétique n'a pas besoin d'armée » (p. 596). Mais il n'en va pas du tout de même du point de vue des conditions extérieures : « Le parti part du principe que, tant que subsiste l'impérialisme, demeure le danger de guerres d'agression » (p. 598).

Le programme nous en donne la justification : « L'Union Soviétique lutte énergiquement pour la réalisation de ses propositions de désarmement général et complet sous un rigoureux contrôle international. Mais les Etats impérialistes refusent obstinément d'adopter ces propositions, ils augmentent d'une manière intensive leurs forces armées. Ils ne veulent pas se résigner à l'existence du système socialiste mondial et proclament ouvertement leurs plans insensés de liquidation de l'Union Soviétique et des autres Etats socialistes par la guerre » (p. 596). Aussi l'armée soviétique doit-elle être prête « à tout moment à donner une riposte foudroyante aux agresseurs impérialistes » (p. 597).

Justification commode en vérité : l'« impérialisme » occidental a bon dos : il portera la responsabilité du maintien de l'armée et de l'Etat qu'elle a pour mission de protéger.

23. La base matérielle et technique.

Reste la troisième, et non la moindre tâche : l'édification de la base matérielle et technique. Qu'entend-on par là ? Le programme répond : « l'électrification totale du pays et, partant de là, le perfectionnement de la technique, de la technologie et de l'organisation de la production sociale dans toutes les branches de l'économie nationale ; la mécanisation totale des procédés de fabrication, leur automation toujours plus poussée ; une large application de la chimie dans l'économie nationale ; le développement maximum de nouvelles industries d'une haute efficacité économique, de nouveaux types d'énergie et de matériaux ; l'utilisation maximum et rationnelle des ressources naturelles matérielles et en main d'œuvre ; l'association organique de la science et de la production, des rythmes rapides de progrès scientifique et technique ; un haut niveau culturel et technique des travailleurs ; une supériorité notable sur les pays capitalistes les plus évolués pour la productivité du travail, ce qui est une condition importante de la victoire du régime communiste » (pp. 546-547).

N'est-il pas évident que seule la direction centralisée de l'Etat et du parti, et non celle des « organisations sociales », pourra réaliser ces vastes et ambitieux objectifs ?

Ainsi, qu'il s'agisse de la formation de l'homme nouveau, de la défense contre « l'impérialisme » ou de la création de la base matérielle et technique, il ne saurait être question de laisser les rênes du pouvoir à ces apprentis que sont les Soviétiques et les organisations sociales. Tant par la simple logique des faits que de l'aveu des auteurs du programme, l'« édification en grand du communisme » se placera sous le signe de la toute-puissance de l'Etat et de l'emprise croissante du parti sur la société.

24. L'Etat tout-puissant.

Selon la doctrine marxiste-léniniste, l'Etat doit s'étioler, puis disparaître avec le passage au communisme. L'Etat est en effet un phénomène de la société de classes : un instrument d'oppression aux mains de la classe dominante. Or, puisque la société communiste est une société sans classes, il est logique qu'avec l'avènement du communisme l'Etat disparaisse. Et en période de « construction générale du communisme », l'Etat devrait commencer à dépérir.

Inutile de dire que le programme se réfère à la doctrine classique dans les passages qu'il consacre aux problèmes de l'Etat socialiste. Il reconnaît en effet que la dictature du prolétariat, forme de domination d'une classe sur les autres en régime socialiste « a rempli sa mission historique » (p. 585). Mais l'Etat ne disparaît pas pour autant : « Le parti part de ce principe que la dictature de la classe ouvrière perd sa raison d'être avant que ne disparaisse l'Etat » (p. 586). A l'appui on fait valoir les arguments suivants. D'abord « étant donné que la classe ouvrière est la force la plus avancée, la mieux organisée de la société soviétique, elle exerce son rôle dirigeant également dans la période de l'édification en grand du communisme » (p. 585). Ensuite, « l'Etat qui a surgi comme Etat de la dictature du prolétariat, s'est converti à l'étape actuelle en Etat de tout le peuple, en organe qui traduit les intérêts et la volonté de l'ensemble du peuple » (p. 585). Dès lors, on se croit autorisé à dire que « l'Etat en tant qu'organisme du peuple entier demeurera jusqu'à la victoire totale du communisme » (p. 586).

Cette argumentation farcie de pétitions de principe se passe de toute réfutation. Il ne suffit pas de remplacer certains mots par d'autres pour prouver. Il ne suffit pas de rebaptiser « dictature » en « rôle dirigeant » d'une part, et « Etat de dictature du prolétariat » en « Etat de tout le peuple » d'autre part pour justifier le maintien de l'Etat.

Les vraies raisons de la survie de l'Etat, le programme les donne lui-même : « Pour la disparition totale de l'Etat, il est indispensable de créer aussi bien des conditions intérieures (édification d'une société communiste développée) et des conditions extérieures : victoire et consolidation du socialisme dans l'arène mondiale » (p. 595).

Nul doute que la disparition de l'Etat n'est pas pour demain. Il faudra attendre longtemps, avant de le reléguer, selon la prédiction d'Engel, au musée des antiquités.

25. L'emprise accrue du parti.

La période de « construction en grand » du communisme voit grandir le rôle du parti, partenaire habituel de l'Etat dans la gestion des affaires publiques. « La période de construction en grand du communisme se distingue par l'accroissement du

rôle et de l'importance du Parti communiste, force qui dirige la société soviétique » (pp. 624-625). Le parti subsiste, son rôle s'accroît, mais il n'est plus le même ; à l'instar de l'Etat, il se métamorphose : « par suite de la victoire du socialisme en U.R.S.S., du renforcement de l'unité de la société soviétique, le parti communiste de la classe ouvrière est devenu l'avant-garde du peuple soviétique, le parti de tout le peuple » (p. 624).

Dès lors, on comprend fort bien que les pouvoirs abandonnés au peuple, puis repris par l'Etat, lui reviennent en fait par le truchement du parti, son incarnation. Dans cette optique ces phrases du programme prennent tout leur sens : « Le rôle accru du parti dans la vie de la société soviétique à la nouvelle étape de son développement est conditionné par... l'essor de l'activité féconde des masses, la participation de nouveaux millions de travailleurs à la gestion des affaires publiques et de la production ; le développement continu de la démocratie socialiste, l'importance accrue du rôle des organisations sociales, l'extension des droits des républiques fédérées et des organismes locaux... » (p. 625).

Partant de ce principe, le peuple reste toujours gagnant ; il peut s'en remettre en toute confiance au parti, « l'intelligence, l'honneur et la conscience de notre époque » (p. 624), puisque « le parti communiste, qui groupe dans ses rangs l'élite de la classe ouvrière, de tous les travailleurs, qui est étroitement lié aux masses, jouit d'une autorité sans borne auprès du peuple, connaît à fond les lois de l'évolution de la société, assure la bonne direction de toute l'activité concernant la construction du communisme, lui confère un caractère organisé, méthodique, scientifiquement justifié » (p. 625).

Finalement les grandes tâches de l'édification du communisme — création de la base matérielle et technique, formation de l'homme nouveau, défense contre l'« impérialisme » — sont assumées, non par les Soviets et les organisations sociales, mais par l'Etat et le parti, indissolublement unis.

26. La grande contradiction.

Mais alors éclate au grand jour la grande contradiction du programme.

D'un côté, les deux grands idéaux du communisme commencent déjà à s'incarner dans les faits

et iront en s'épanouissant jusqu'à leur pleine réalisation.

Pourtant l'Etat et le parti conservent leur autorité, jugée indispensable à la « construction du communisme ». Et cette autorité ne laisse pas se compromettre la liberté comme l'égalité ; un processus inéluctable conduit en effet la hiérarchie sociale à un pouvoir fort et celui-ci à la négation de la liberté. Autrement dit, l'avant-goût de communisme que les dirigeants souhaitent donner au peuple soviétique, se concilie mal avec les exigences de l'« édification communiste ».

27. La circulation des élites.

Pour sortir de cette contradiction, le programme préconise la relance de la circulation des élites conçue essentiellement comme un renouvellement constant du personnel dirigeant, de l'Etat comme du parti.

« Afin de promouvoir dans les organismes dirigeants un contingent plus large d'hommes capables, et pour empêcher les abus de pouvoir par certains fonctionnaires d'Etat, le parti estime nécessaire de *renouveler systématiquement la composition des organismes dirigeants*. Il faut établir un principe selon lequel les dirigeants des organismes de l'Union, des républiques et des localités ne puissent être élus à leur poste, en règle générale, plus de trois fois de suite » (pp. 587-588). Visible-ment le programme cherche à pallier la « personnalisation » excessive dont souffre actuellement l'appareil administratif de l'Etat.

La même préoccupation se retrouve pour le parti : « Afin d'appliquer avec esprit de suite le principe léniniste de la direction collective, d'assurer un plus large accès des organismes dirigeants du parti aux forces nouvelles et fraîches, de combiner judicieusement les cadres anciens et jeunes et d'exclure la possibilité d'une concentration excessive du pouvoir entre les mains de certains responsables et de les empêcher de se soustraire au contrôle de la collectivité, le Parti estime nécessaire de prendre les mesures suivantes :

« a) Pratiquer le renouvellement systématique, dans des proportions déterminées, des effectifs de tous les organismes élus du Parti, depuis les organisations de base jusqu'au Comité central, en respectant la continuité de la direction...

« b) Réduire systématiquement le rôle des permanents du Parti en les remplaçant plus largement par des communistes qui s'acquitteront bénévolement de cette activité au titre de travail social » (pp. 626-628).

Le principe du renouvellement des cadres s'applique même aux organisations sociales : « Le Parti juge utile que les dirigeants des organisations sociales ne soient pas élus, en règle générale, plus de deux fois de suite » (p. 595).

Le principe comporte cependant d'importantes réserves pour les organisations d'Etat : « Dans les cas où les dons personnels du travailleur, de l'avis général, rendent utile et nécessaire son activité ultérieure au sein de l'organisme dirigeant, sa réélection peut être autorisée » (p. 588), et pour ceux du parti : « Compte tenu des qualités politiques et pratiques de tel ou tel militant, l'organisation du Parti peut l'élire aux organismes dirigeants pour un plus long délai » (p. 627). Pour les membres responsables, le programme se fait plus explicite : « Certains responsables du Parti, étant donné leur autorité reconnue, leurs grandes qualités politiques, d'organisation et autres, peuvent être réélus aux organismes dirigeants plusieurs fois de suite pour de plus longs délais » (p. 627).

L'avenir dira si les mesures prévues permettront d'éviter la cristallisation par le renouvellement satisfaisant des élites dirigeantes.

ESSAYONS DE CONCLURE

28. Une planification prudente.

La planification préside à l'édification du communisme. Elle prévoit deux étapes de dix années chacune, au bout desquelles «... on aura construit dans ses grandes lignes, la société communiste en U.R.S.S. » (p. 546).

La planification remplit ici un office important : par l'idée de mesure des tâches à accomplir, de définition des buts à atteindre qu'elle introduit, elle rend la fin vers laquelle tend l'effort plus concrète, plus accessible à l'esprit.

Mais en même temps, la planification doit garder une certaine souplesse : on ne planifie pas l'édifi-

cation de la société communiste comme la production de telle ou telle denrée. Aussi, une fois définies, très grossièrement d'ailleurs, les tâches à exécuter au cours de chacune des deux décennies, le programme ajoute-t-il que « la construction de la société communiste sera achevée intégralement dans la période suivante » (p. 546). Même prudence pour l'amélioration du bien-être matériel : « Le programme envisagé peut être exécuté avec succès dans les conditions de la paix. La complication de la situation internationale et la nécessité qui en découlera d'augmenter les dépenses pour la défense, sont susceptibles de freiner la réalisation des plans de l'élévation du bien-être du peuple » (p. 584).

29. Le mythe communiste.

Dès lors le sens du communisme russe devient parfaitement clair : un mythe au service des hommes. Mythe est bien le mot, avec ce qu'il contient à la fois de perfection et d'impossibilité. Ce n'est certes pas la première fois qu'on propose aux hommes le retour à l'âge d'or. Mais on ne s'est jamais encore engagé aussi résolument dans la voie des réalisations. Depuis la Révolution française, l'homme ne s'est vu offrir que des utopies incapables de galvaniser les énergies, susciter des dévouements, déclencher l'action. Le marxisme est plus qu'une utopie : il ne se contente pas d'indiquer la fin à atteindre : il en dessine les étapes et en définit les moyens : il est, au vrai sens du mot, un « guide pour l'action ».

Certes, dans le contexte soviétique les moyens priment la doctrine. On leur doit la promotion de la société russe, ils mènent l'Etat soviétique vers la réussite. Pourtant la doctrine demeure nécessaire : tel le mythe sorelien, elle attelle les hommes à l'œuvre. Il importe seulement de bien situer, par rapport à l'homme, dans le temps le « paradis » communiste ; ni trop près de lui de peur de relâcher son effort, ni trop loin de peur d'ébranler son courage. Sans doute, « la période suivante » qui succèdera aux deux décennies de « l'édification en grand » du communisme, se décomposera-t-elle en d'autres décennies ayant elles aussi leurs « périodes suivantes », jusqu'à ce que le mythe ait épuisé enfin ses vertus créatrices.

